

HAWG est un groupe de travail qui réunit des organisations de solidarité internationale, des organisations religieuses, et des mouvements de lutte pour les droits de l'homme et la justice sociale, tous mobilisés sur les questions politiques entre les Etats-Unis et Haïti.

Recommandations du Groupe de Travail pour le Soutien en Haïti deux ans après le séisme

Le séisme dévastateur du 12 janvier 2010 en Haïti a entraîné la mort et handicapé des centaines de milliers de personnes et laissé 1,5 million de gens sans-abri. Deux ans plus tard, plus d'un demi-million d'Haïtiens vivent toujours dans des camps—et encore plus nombreux sont ceux qui luttent pour survivre à travers le pays avec moins de 3 dollars par jour. Au vu de ces faits, les Etats-Unis doivent revoir leur priorité en ce qui concerne les efforts de reconstruction à Haïti, en soutenant le gouvernement Haïtien, en consultant directement la société civile Haïtienne et en clarifiant les responsabilités en matière d'aide. De plus, nous recommandons :

Chambre américaine des représentants: Résolution sur les violences sexuelles (GBV en anglais) en Haïti

Co-sponsoriser et soutenir le passage d'une résolution au Congrès portant sur les violences sexuelles en Haïti qui sera introduite par la représentante Frederica Wilson de Miami, en Floride, le 23 janvier 2012.

Sénat américain : Loi sur l'évaluation des progrès

Co-sponsoriser et soutenir au Sénat le projet de loi sur l'évaluation des progrès (S. 1576) en Haïti, introduite par le sénateur Mary Landrieu le 19 septembre 2011.

USAID : Attribution des marchés

Etablir et évaluer des cibles précises pour que tout projet à Haïti utilise un certain pourcentage des fonds pour des marchés et des sous-traitances au niveau local, en utilisant de la main-d'œuvre haïtienne.

Appliquer des règles strictes en matière de communication des rapports des entreprises principales et rendre publics leurs rapports de gestion reflétant leurs activités hebdomadaires (ou mensuelles), la mise en œuvre des subventions, les montants engagés et payés, les rapports sur l'utilisation des subventions et les compte rendus détaillés des activités des sous-traitants.

Secrétaire d'Etat Clinton et le département d'Etat américain : Le droit foncier et le logement en Haïti

Le département d'Etat soutient publiquement les mesures suivantes : (1) les efforts du gouvernement haïtien pour une réforme agraire qui privilégie les populations vulnérables et prend position contre les expulsions forcées ; (2) la mise en œuvre d'urgence des promesses du gouvernement américain liées au logement, dont la réparation de 14,000 maisons endommagées et un partenariat avec le gouvernement haïtien pour promouvoir la construction de logements dans le respect du droit au logement des populations vulnérables et avec des matériaux et des implantations à faible impact environnemental.

La Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale : Versements d'aides

Effectuer le versement des aides suite au séisme d'un montant d'environ 1,2 milliard qui ont été approuvées mais pour l'essentiel non versées.

Fournir des rapports semi-annuels sur le versement de toutes les subventions et aides approuvées.

(La Banque mondiale, administrateur du fonds multi-donneurs pour la reconstruction d'Haïti)
Annoncer les montants du fonds pour la reconstruction d'Haïti (HRF en anglais) déboursés et les montants non déboursés.

Pour plus d'informations, contactez les membres suivants :

Résolution du Congrès sur la GBV : Jasmine Huggins, Church World Service,
jhugginscws@gmail.com

Loi sur l'évaluation des progrès au Sénat : Ian Schwab, American Jewish World Service,
ischwab@ajws.org

USAID et l'attribution des marchés : Alex Main, Center for Economic Policy Research,
main@cepr.net

Clinton et le département d'Etat, le droit foncier et le logement : Elise Young, ActionAid
USA, elise.young@actionaid.org

Versement d'aides par la BID et la Banque Mondiale : Elaine Zuckerman, Gender Action,
elainez@genderaction.org